



# Assemblée générale

Distr. générale  
12 décembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-neuvième session

Point 16 de l'ordre du jour

### **Les technologies de l'information et des communications au service du développement**

#### **Rapport de la Deuxième Commission**

*Rapporteur* : M. Borg Tsien **Tham** (Singapour)

## **I. Introduction**

1. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 19 septembre 2014, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-neuvième session la question intitulée « Les technologies de l'information et des communications au service du développement » et de la renvoyer à la Deuxième Commission.

2. La Commission a examiné la question à ses 8<sup>e</sup>, 30<sup>e</sup> et 38<sup>e</sup> séances, les 13 octobre, 5 novembre et 11 décembre 2014. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/69/SR.8, 30 et 38).

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

a) Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international (A/69/65-E/2014/12);

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur l'application de la résolution 50/130 de l'Assemblée générale (A/69/217);

c) Lettre datée du 17 septembre 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bénin auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration ministérielle adoptée à la réunion ministérielle tenue à Cotonou (Bénin), du 28 au 31 juillet 2014, sur le thème Nouveaux partenariats pour le renforcement des capacités productives des pays les moins avancés (A/69/392);



d) Lettre datée du 8 octobre 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bénin auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration ministérielle adoptée par les ministres des pays les moins avancés à leur réunion annuelle, tenue le 26 septembre 2014 à New York (A/C.2/69/2).

4. À la 8<sup>e</sup> séance, le 13 octobre, la Chef de la Section de la science et de la technologie de la CNUCED et le représentant du bureau de New York de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ont fait des déclarations liminaires (voir A/C.2/69/SR.8).

## II. Examen des propositions

### A. Projets de résolution A/C.2/69/L.11 et A/C.2/69/L.67

5. À la 30<sup>e</sup> séance, le 5 novembre, le représentant de l'État plurinational de Bolivie a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Les technologies de l'information et des communications au service du développement » (A/C.2/69/L.11), qui se lisait ainsi :

« *L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 56/183 du 21 décembre 2001, 57/238 du 20 décembre 2002, 57/270 B du 23 juin 2003, 59/220 du 22 décembre 2004, 60/252 du 27 mars 2006, 62/182 du 19 décembre 2007, 63/202 du 19 décembre 2008, 64/187 du 21 décembre 2009, 65/141 du 20 décembre 2010, 66/184 du 22 décembre 2011, 67/195 du 21 décembre 2012 et 68/198 du 20 décembre 2013,

*Rappelant également* les résolutions 2006/46 du 28 juillet 2006, 2008/3 du 18 juillet 2008, 2009/7 du 24 juillet 2009, 2010/2 du 19 juillet 2010, 2011/16 du 26 juillet 2011 et 2012/5 du 24 juillet 2012 du Conseil économique et social, prenant note de la résolution 2013/9 du 22 juillet 2013 du Conseil sur le bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information et rappelant les résolutions 68/302 du 31 juillet 2014 sur les modalités de l'examen d'ensemble par l'Assemblée générale de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information et 68/310 du 15 septembre 2014 sur quatre dialogues structurés d'une journée sur différentes formules permettant de créer un mécanisme ayant vocation à favoriser la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies propres et respectueuses de l'environnement,

*Rappelant en outre* la Déclaration de principes et le Plan d'action adoptés lors de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information, tenue à Genève du 10 au 12 décembre 2003, qu'elle a fait siens, ainsi que l'Engagement de Tunis et l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, adoptés lors de la seconde phase du Sommet, tenue à Tunis du 16 au 18 novembre 2005, qu'elle a également fait siens,

*Rappelant* le Document final du Sommet mondial de 2005,

*Rappelant également* sa réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le document final adopté à l'issue de cette réunion, ainsi que la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, organisée le 25 septembre 2013 par son président, et les textes qui en sont issus,

*Rappelant en outre* la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012, et son document final intitulé "L'avenir que nous voulons",

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international,

*Prenant note* de la tenue du Forum de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information, organisé chaque année par l'Union internationale des télécommunications en collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Programme des Nations Unies pour le développement, et de la première réunion consacrée à l'examen décennal des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial, organisée à Paris du 25 au 27 février 2013 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture,

*Notant* la création, à l'invitation du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications et de la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de la Commission "Le large bande au service du développement numérique", prenant note des "Objectifs large bande 2015", visant à rendre universel le large bande, à le mettre à la portée de tous et à encourager son essor afin de promouvoir la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, prenant également note du rapport intitulé "The state of broadband 2013: universalizing broadband", qui présente une évaluation de ces objectifs pays par pays et l'état du déploiement du haut débit à l'échelon mondial, ainsi que du rapport de la Commission intitulé "Doubling digital opportunities: enhancing the inclusion of women and girls in the information society", qui a mis en évidence l'existence d'un fossé numérique entre les sexes, les femmes étant quelque 200 millions de moins que les hommes à avoir accès à Internet, et notant que, si aucune autre mesure n'est prise pour ouvrir l'accès des femmes et des filles au haut débit, ce fossé numérique pourrait concerner 350 millions d'entre elles d'ici à 2015,

*Réaffirmant* son rôle primordial dans l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, conformément au paragraphe 111 de l'Agenda de Tunis et, à cet égard, saluant l'organisation d'une réunion au plus haut niveau possible en décembre 2015, en vue de l'adoption d'un document final arrêté d'un commun accord au niveau intergouvernemental,

*Réaffirmant également* que lors de cet examen d'ensemble, elle devra faire le bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, étudier les éventuels retards

qui existent en matière de technologies de l'information et des communications et les questions qui doivent rester prioritaires, et examiner les moyens de remédier aux problèmes, notamment de combler le fossé numérique, et de mettre les technologies de l'information et des communications au service du développement,

*Consciente* que la Commission de la science et de la technique au service du développement a pour rôle d'aider le Conseil économique et social, qui est le centre de coordination pour le suivi à l'échelle du système, en particulier pour l'examen et l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, tout en continuant d'exercer son mandat initial concernant la science et la technique au service du développement,

*Notant* que la Commission de la science et de la technique au service du développement a tenu sa dix-septième session à Genève du 12 au 16 mai 2014,

*Notant également* que la Commission de la science et de la technique au service du développement doit lui présenter, après la tenue de sa dix-huitième session, d'ici à juin 2015, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, son rapport sur l'examen décennal des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet,

*Consciente* que l'examen de la question des technologies de l'information et des communications au service du développement doit se faire dans le respect du principe de la souveraineté des États et du droit international applicable, notant l'importance que revêt le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales lors de l'utilisation des technologies de l'information et des communications, et réaffirmant que les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne, en particulier le droit à la vie privée, comme l'énonce sa résolution intitulée "Le droit à la vie privée à l'ère du numérique",

*Considérant* que la diversité culturelle est le patrimoine commun de l'humanité et que la société de l'information devrait être fondée sur l'identité culturelle, la diversité culturelle et linguistique, les traditions et les religions et en encourageant le respect, et favorisant le dialogue entre les cultures et les civilisations, et considérant également que, comme indiqué dans les textes pertinents approuvés par les Nations Unies, notamment la Déclaration universelle sur la diversité culturelle de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la promotion, l'affirmation et la préservation des diverses identités culturelles et langues contribueront à enrichir encore la société de l'information,

*Saluant* les évolutions positives en matière de connexion et d'accès économique aux technologies de l'information et des communications observées dans le monde, en particulier la progression régulière de l'accès à Internet, dont bénéficie maintenant un tiers de la population mondiale, la diffusion rapide de la téléphonie et d'Internet mobiles, la plus grande disponibilité de contenus multilingues et le lancement de nombreux types de services et d'applications, qui offrent d'immenses possibilités pour le développement de la société de l'information,

*Notant* que les progrès et les nombreuses innovations dans le domaine des technologies de l'information et des communications, comme Internet mobile, les réseaux sociaux et l'informatique en nuage, contribuent à un paysage en constante évolution qui exige de toutes les parties prenantes qu'elles s'adaptent en permanence à ces innovations,

*Consciente* que les organisations internationales et régionales compétentes et d'autres parties prenantes s'emploient actuellement à déterminer et à décrire les effets des technologies de l'information et des communications sur le développement, et encourageant la communauté internationale et les parties prenantes compétentes à appuyer les initiatives des pays en développement, qui cherchent à mettre les avantages des technologies de l'information et des communications au service de l'élimination de la pauvreté, objectif premier du développement durable,

*Soulignant*, toutefois, qu'en dépit des progrès récents il subsiste un fossé numérique important et croissant entre les pays en ce qui concerne la disponibilité, le coût et l'utilisation des technologies de l'information et des communications ainsi que l'accès au haut débit, et insistant sur la nécessité de combler ce fossé, notamment pour ce qui est de l'accessibilité économique d'Internet, et de faire en sorte que chacun puisse profiter des bienfaits des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et des communications,

*Réaffirmant* qu'il faut mieux exploiter le potentiel des technologies de l'information et des communications pour promouvoir la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, en favorisant une croissance économique soutenue, partagée et équitable et un développement durable,

*Se félicitant* que les technologies de l'information et des communications soient présentées comme un moyen de réaliser les objectifs de développement durable dans le rapport du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable,

*Sachant* que les technologies de l'information et des communications sont des technologies propres et respectueuses de l'environnement,

*Se déclarant profondément préoccupée* par les répercussions que la crise financière et économique mondiale continue d'avoir, en particulier sur le développement, sachant que la reprise est inégale et fragile et que, malgré des efforts considérables qui ont permis de limiter les risques de variations très fortes, d'améliorer la situation des marchés financiers et de soutenir la reprise, l'économie mondiale demeure dans une phase difficile marquée par des facteurs de risque, notamment une forte instabilité des marchés mondiaux, des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes, un fort endettement dans certains pays et des difficultés budgétaires généralisées, qui entravent la reprise économique mondiale et montrent que de nouvelles mesures doivent être prises pour soutenir et rééquilibrer la demande mondiale, et soulignant qu'il faut continuer de chercher à remédier aux faiblesses et aux déséquilibres systémiques et à réformer et renforcer le système financier international tout en mettant en œuvre les réformes qui ont déjà fait l'objet d'un accord,

*Préoccupée* par les répercussions que la crise financière et économique mondiale continue d'avoir sur les progrès de la diffusion des technologies de l'information et des communications, sur les investissements nécessaires pour garantir l'accès universel à ces technologies et sur les efforts déployés pour combler le fossé numérique,

*Constatant avec inquiétude* l'écart grandissant en matière d'accès au haut débit entre pays développés et pays en développement, ainsi que les nouvelles dimensions que le fossé numérique a prises,

*Consciente* qu'il faut renforcer les capacités pour que les technologies de l'information et des communications puissent être utilisées de façon productive afin de combler le fossé numérique,

*Constatant* que le nombre d'internautes va croissant et que le fossé numérique change également de nature et ne porte plus tant sur les possibilités d'accès que sur la qualité de celui-ci, sur les informations et les savoir-faire que les utilisateurs peuvent acquérir et sur les avantages qu'ils peuvent en retirer, et considérant à cet égard qu'il faut accorder la priorité à l'utilisation des technologies de l'information et des communications et adopter pour ce faire des démarches novatrices, notamment multipartites, dans le cadre des stratégies de développement nationales et régionales,

*Consciente* que les technologies de l'information et des communications sont des moteurs essentiels du développement économique et de l'investissement, qui présentent des avantages indirects pour l'emploi et le bien-être social, et que l'omniprésence croissante de ces technologies a des répercussions profondes sur la manière dont les gouvernements assurent les services publics, les entreprises traitent avec les consommateurs et les citoyens participent à la vie publique et privée,

*Consciente également* des immenses possibilités qu'offrent les technologies de l'information et des communications en ce qui concerne le transfert de technologies pour de nombreuses activités économiques et sociales,

*Réaffirmant* les dispositions des paragraphes 4, 5 et 55 de la Déclaration de principes adoptée à Genève en 2003, et considérant que la liberté d'expression et la libre circulation des informations, des idées et des connaissances sont essentielles pour la société de l'information et favorisent le développement,

*Consciente* des difficultés rencontrées par les États, surtout par les pays en développement, dans la lutte contre la cybercriminalité, et soulignant qu'il faut renforcer, à leur demande, les activités d'assistance technique et les capacités en matière de prévention, de poursuite et de répression de l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, et notamment de prolifération des informations, des images et des vidéos faisant la promotion des activités d'organisations et de groupes terroristes et pour commettre des actes terroristes, inciter à en commettre ou recruter à cette fin, les financer ou les planifier conformément au droit international,

*Sachant* qu'Internet est un pivot de l'infrastructure de la société de l'information et une ressource mondiale ouverte au public,

*Se félicitant* du succès de NETMundial, la Réunion mondiale multipartite sur le futur de la gouvernance d'Internet que le Brésil a accueillie à São Paulo les 23 et 24 avril 2014,

*Constatant* que la Réunion mondiale multipartite a contribué à faire prendre conscience de la nécessité urgente d'accélérer le processus de réforme et de mondialisation de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers et de l'Internet Assigned Numbers Authority,

*Consciente* que la gouvernance internationale d'Internet devrait être assurée de façon multilatérale, transparente et démocratique, avec la pleine participation des gouvernements, du secteur privé, de la société civile, des milieux universitaires et industriels et des organisations internationales, comme prévu dans l'Agenda de Tunis pour la société de l'information,

*Consciente également* de l'importance que revêtent le Forum sur la gouvernance d'Internet et la mission qui lui a été confiée d'offrir un espace de dialogue multipartite sur diverses questions, comme indiqué au paragraphe 72 de l'Agenda de Tunis, notamment de faciliter l'examen des questions de politique générale concernant les aspects fondamentaux de la gouvernance d'Internet, tout en sachant qu'il est demandé d'apporter des améliorations aux méthodes de travail du Forum, et prenant en considération les recommandations formulées par le Groupe de travail créé à cette fin par la Commission de la science et de la technique au service du développement,

*Réaffirmant* qu'il importe de procéder au renforcement de la coopération, dans le strict respect des dispositions de l'Agenda de Tunis, et prenant note des travaux que mène actuellement le Groupe de travail sur le renforcement de la coopération de la Commission de la science et de la technique au service du développement,

*Réaffirmant également* que les textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information relatifs à la gouvernance d'Internet, qui concernent, en l'occurrence, l'action à mener pour renforcer la coopération et la convocation du Forum consacré à cette question, doivent être mis en œuvre par le Secrétaire général dans le cadre de deux processus distincts, et estimant que ceux-ci peuvent être complémentaires,

*Réaffirmant en outre* les dispositions des paragraphes 35 à 37 et 67 à 72 de l'Agenda de Tunis,

*Saluant* les efforts déployés par les pays hôtes pour organiser les réunions du Forum sur la gouvernance d'Internet, tenues à Athènes en 2006, à Rio de Janeiro (Brésil) en 2007, à Hyderabad (Inde) en 2008, à Charm el-Cheikh (Égypte) en 2009, à Vilnius en 2010, à Nairobi en 2011, à Bakou en 2012, à Bali (Indonésie) en 2013 et à Istanbul (Turquie) en 2014,

*Prenant note* des réunions fructueuses que le Forum sur la gouvernance d'Internet a tenues jusqu'ici, et se félicitant des offres faites par le Brésil et le Mexique d'accueillir les prochaines réunions en 2015 et 2016, respectivement, si le mandat du Forum est renouvelé,

*Consciente* que les jeunes ont un rôle unique à jouer dans un monde profondément interconnecté, ainsi que des difficultés qu'ils rencontrent mais aussi des possibilités qui s'offrent à eux, et prenant note de la tenue du Sommet mondial sur la jeunesse "BYND 2015", qui, accueilli par le Gouvernement costaricain du 9 au 11 septembre 2013 et organisé par l'Union internationale des télécommunications en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et des partenaires issus des pouvoirs publics, des entreprises, des médias et de la société civile, constitue une contribution aux débats sur le programme de développement pour l'après-2015 dans le domaine des technologies de l'information et des communications au service du développement,

*Sachant* que les organismes des Nations Unies jouent un rôle crucial dans la promotion du développement, y compris pour ce qui est d'ouvrir plus largement l'accès aux technologies de l'information et des communications, notamment dans le cadre de partenariats avec toutes les parties intéressées,

*Se félicitant*, compte tenu des lacunes que présente l'infrastructure des technologies de l'information et des communications, de la tenue des sommets Connecter l'Afrique, à Kigali, en 2007, et au Caire, en 2008, du sommet Connecter la Communauté d'États indépendants, à Minsk, en 2009, de la réunion des pays du Commonwealth à Colombo, en 2010, des première et deuxième Assemblées Stratégie numérique de l'Union européenne, en 2011 et 2012, du sommet Connecter les Amériques, à Panama, en 2012, du sommet Connecter les États arabes, au Qatar, en 2012, du sommet Connecter l'Asie-Pacifique et d'ITU Telecom World, en Thaïlande, en 2013, du sommet Transformer l'Afrique, à Kigali, du 28 au 31 octobre 2013, des diverses réunions nationales et régionales sur la gouvernance d'Internet tenues chaque année dans le monde, des projets d'autoroute de l'information mésoaméricaine et d'autoroute de l'information transeurasienne, du Forum asiatique des dirigeants pour l'accès universel au large bande et aux technologies de l'information et des communications, qui se tiendra en Inde en octobre 2015, des manifestations de l'Alliance pour un Internet à la portée de tous et de nombre d'autres initiatives régionales visant à mobiliser des moyens humains, financiers et techniques afin d'accélérer la réalisation des objectifs de connectivité arrêtés lors du Sommet mondial sur la société de l'information,

1. *Estime* que les technologies de l'information et des communications ouvrent de nouvelles perspectives pour régler les problèmes de développement, en particulier dans le contexte de la mondialisation, et peuvent favoriser une croissance économique soutenue, partagée et équitable et un développement durable, la compétitivité, l'accès à l'information et aux connaissances, l'élimination de la pauvreté et la lutte contre l'exclusion sociale, lesquels contribueront à accélérer l'intégration de tous les pays, surtout des pays en développement et, plus particulièrement, des pays les moins avancés, dans l'économie mondiale;

2. *Constate* la croissance rapide des réseaux à large bande, surtout dans les pays développés, et note avec préoccupation que, pour ce qui est de la disponibilité et du coût de ces réseaux, ainsi que de la qualité de l'accès et de l'utilisation, le fossé numérique se creuse entre les pays à haut revenu et les

autres régions, les pays les moins avancés et l'Afrique dans son ensemble accusant un retard par rapport au reste du monde;

3. *Juge préoccupant* le fossé numérique qui sépare, en ce qui concerne l'accès aux technologies de l'information et des communications et aux connexions haut débit, les pays se situant à des stades différents de développement, ce qui a des incidences sur de nombreuses applications utiles d'un point de vue économique et social dans des domaines comme la gouvernance, le commerce, la santé et l'éducation, et juge également préoccupants les problèmes particuliers rencontrés dans le domaine de la connexion haut débit par les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral;

4. *Constate* que le fossé numérique est aussi caractérisé par l'inégalité des sexes, et engage toutes les parties concernées à faire en sorte que les femmes participent pleinement à la société de l'information et aient accès aux technologies de l'information et des communications pour devenir pleinement autonomes et servir leurs intérêts, et rappelle à cet égard les conclusions concertées adoptées par la Commission de la condition de la femme à sa cinquante-cinquième session;

5. *Souligne* que, pour la majorité des pauvres, la promesse de développement que recèlent la science et la technique, notamment les technologies de l'information et des communications, ne s'est pas encore concrétisée, et que les technologies, y compris celles de l'information et des communications, doivent être exploitées efficacement pour combler le fossé numérique;

6. *Souligne également* que les gouvernements jouent un rôle important en mettant concrètement les technologies de l'information et des communications au service des efforts nationaux de développement lorsqu'ils élaborent leurs grandes orientations nationales et fournissent des services publics répondant aux besoins et priorités de leur pays, y compris dans le cadre d'une démarche reflétant la diversité des parties concernées;

7. *Insiste* sur l'importante contribution qu'apportent le secteur privé, la société civile et les communautés techniques aux technologies de l'information et des communications;

8. *Constate* que les fonds dégagés par le secteur privé pour financer l'infrastructure des technologies de l'information et des communications, qui viennent compléter les fonds publics, jouent désormais un rôle important dans de nombreux pays, que les flux Nord-Sud s'ajoutent aux financements internes et que la coopération Sud-Sud y contribue, et constate également que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent servir à promouvoir le développement des technologies de l'information et des communications;

9. *Constate avec préoccupation* que l'inégalité des sexes est plus marquée en ce qui concerne l'accès à Internet que l'accès à la téléphonie mobile, les femmes ayant 23 % moins de chances d'utiliser Internet dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ce pourcentage s'élevant à 43 % en Afrique subsaharienne, et, à cet égard, affirme qu'il faut contribuer à

l'autonomisation sociale et économique des femmes des pays en développement en utilisant les technologies de l'information et des communications dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'eau potable et de l'énergie;

10. *Constate* que les technologies de l'information et des communications présentent des possibilités et des difficultés nouvelles, et qu'il faut s'attaquer d'urgence aux obstacles de taille qui entravent l'accès des pays en développement aux nouvelles technologies, tels que l'insuffisance des ressources, des infrastructures, des services d'enseignement, des capacités, des investissements et des dispositifs de connectivité, et les questions de propriété, de normalisation et de transferts, et engage à cet égard toutes les parties intéressées à fournir des ressources suffisantes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, à renforcer leurs capacités et à leur transférer des technologies, selon des modalités arrêtées d'un commun accord;

11. *Constate également* que les technologies de l'information et des communications offrent d'immenses possibilités en ce qui concerne la promotion du transfert de technologies associées à un large éventail d'activités socioéconomiques;

12. *Engage* les parties intéressées à poursuivre et renforcer leur coopération pour garantir une mise en œuvre efficace des textes issus des phases de Genève et de Tunis du Sommet mondial sur la société de l'information, par exemple en favorisant les partenariats multipartites aux niveaux national, régional et international, y compris les partenariats public-privé, et en encourageant l'élaboration de programmes thématiques multipartites sur les plans national et régional, dans le cadre d'une action concertée et d'un dialogue avec les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, les partenaires de développement et les intervenants du secteur des technologies de l'information et des communications;

13. *Salue* ce que la Tunisie, qui a accueilli la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information, fait, en concertation avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Union internationale des télécommunications et d'autres organisations internationales et régionales concernées, pour organiser chaque année le Forum ICT 4 All et l'exposition technologique qui visent à promouvoir, dans le prolongement du Sommet mondial, des conditions favorisant le dynamisme du secteur des technologies de l'information et des communications dans le monde;

14. *Prend note* des progrès accomplis par les entités des Nations Unies, en coopération avec les gouvernements, les commissions régionales et les autres parties intéressées, notamment les organisations non gouvernementales et le secteur privé, dans la mise en œuvre des orientations définies dans les textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, et préconise de les suivre pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement;

15. *Prend note également* de l'application au niveau régional des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, facilitée par les commissions régionales, comme l'a constaté le Secrétaire général dans son rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des

résultats du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international;

16. *Engage* les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies à contribuer, dans le cadre de leur mandat et de leur plan stratégique, à la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, et souligne qu'il importe d'allouer à cet effet des ressources suffisantes;

17. *Considère* qu'il faut d'urgence tirer parti des possibilités qu'offrent les connaissances et la technologie, et engage les organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement à continuer de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et des communications comme vecteur clef du développement et catalyseur de la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire;

18. *Apprécie* le rôle que joue le Groupe des Nations Unies sur la société de l'information, mécanisme interinstitutions relevant du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination qui a pour tâche de coordonner la mise en œuvre par les organismes des Nations Unies des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information;

19. *Prend note* du rapport du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet, et prie le Secrétaire général de présenter dans son rapport annuel, lorsqu'il rendra compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, des renseignements sur l'état d'avancement de l'application des recommandations figurant dans le rapport du Groupe de travail, en particulier sur le renforcement de la participation des pays en développement;

20. *Insiste* sur la nécessité de renforcer la participation de tous les pays en développement, en particulier celle des pays les moins avancés, à toutes les réunions du Forum sur la gouvernance d'Internet, et, à cet égard, invite les États Membres, ainsi que les autres intervenants, à aider les gouvernements et toutes les autres parties intéressées des pays en développement à participer au Forum proprement dit ainsi qu'aux réunions préparatoires;

21. *Invite* les États Membres et les autres parties intéressées à tenir dûment compte de la question des technologies de l'information et des communications au service du développement au cours de leurs débats sur le programme de développement pour l'après-2015;

22. *Souligne* qu'il faut définir des objectifs encore plus ambitieux concernant les technologies de l'information et des communications et leur faire une place encore plus importante dans le programme de développement pour l'après-2015, afin de mieux tirer parti des possibilités immenses qu'offrent ces technologies pour le développement durable dans ses trois dimensions;

23. *Souligne également* qu'il faut définir des objectifs encore plus ambitieux concernant le renforcement des capacités permettant l'utilisation productive des technologies de l'information et des communications et leur

faire une place encore plus importante dans l'ensemble du programme de développement pour l'après-2015, afin de combler le fossé numérique;

24. *Souligne en outre* que la Commission de la science et de la technique au service du développement doit présenter, en juin 2015 au plus tard, son rapport sur l'examen décennal des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial, afin de contribuer aux préparatifs de l'examen d'ensemble auquel doit procéder l'Assemblée générale;

25. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dixième session, par l'intermédiaire de la Commission de la science et de la technique au service du développement et du Conseil économique et social, un rapport sur l'application et le suivi de la présente résolution, lorsqu'il rendra compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international;

26. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-dixième session la question intitulée "Les technologies de l'information et des communications au service du développement" ».

6. À sa 38<sup>e</sup> séance, le 11 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Les technologies de l'information et des communications au service du développement » (A/C.2/69/L.67), déposé par la Vice-Présidente de la Commission, Aleksandra Stepowska (Pologne), à l'issue de consultations sur le projet de résolution A/C.2/69/L.11.

7. À la même séance, sur proposition du Président, la Commission a accepté de déroger aux dispositions applicables de l'article 120 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et de se prononcer sur le projet de résolution.

8. Également à sa 38<sup>e</sup> séance, la Commission a été informée que le projet de résolution A/C.2/69/L.67 n'avait pas d'incidences financières sur le budget-programme.

9. À la même séance, la représentante de la Bulgarie, en sa qualité de facilitatrice du projet de résolution, a fait une déclaration (voir A/C.2/69/SR.38).

10. Toujours à la 38<sup>e</sup> séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/69/L.67 (voir par. 12).

11. Le projet de résolution A/C.2/69/L.67 ayant été adopté, les auteurs du projet de résolution A/C.2/69/L.11 ont retiré ce dernier.

## **B. Projet de décision proposé par le Président**

12. À sa 38<sup>e</sup> séance, le 11 décembre, sur la proposition du Président, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre note de la note du Secrétaire général sur les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies (A/69/217) (voir par. 14).

### III. Recommandation de la Deuxième Commission

13. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### **Les technologies de l'information et des communications au service du développement**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 56/183 du 21 décembre 2001, 57/238 du 20 décembre 2002, 57/270 B du 23 juin 2003, 59/220 du 22 décembre 2004, 60/252 du 27 mars 2006, 62/182 du 19 décembre 2007, 63/202 du 19 décembre 2008, 64/187 du 21 décembre 2009, 65/141 du 20 décembre 2010, 66/184 du 22 décembre 2011, 67/195 du 21 décembre 2012 et 68/198 du 20 décembre 2013,

*Rappelant également* les résolutions 2006/46 du 28 juillet 2006, 2008/3 du 18 juillet 2008, 2009/7 du 24 juillet 2009, 2010/2 du 19 juillet 2010, 2011/16 du 26 juillet 2011 et 2012/5 du 24 juillet 2012 du Conseil économique et social, prenant note de la résolution 2013/9 du 22 juillet 2013 du Conseil sur le bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information,

*Rappelant en outre* sa résolution 68/302 du 31 juillet 2014 sur les modalités de son examen d'ensemble de la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information et attendant avec intérêt la réunion de haut niveau qu'elle tiendra en décembre 2015,

*Rappelant* la Déclaration de principes et le Plan d'action adoptés lors de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information, tenue à Genève du 10 au 12 décembre 2003<sup>1</sup>, qu'elle a fait siens<sup>2</sup>, ainsi que l'Engagement de Tunis et l'Agenda de Tunis pour la société de l'information, adoptés lors de la seconde phase du Sommet, tenue à Tunis du 16 au 18 novembre 2005<sup>3</sup>, qu'elle a également fait siens<sup>4</sup>,

*Rappelant également* le Document final du Sommet mondial de 2005<sup>5</sup>,

*Rappelant en outre* sa réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le document final adopté à l'issue de cette réunion<sup>6</sup>, ainsi que la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, organisée le 25 septembre 2013 par son président, et les textes qui en sont issus<sup>7</sup>,

*Rappelant* la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012, et son document final intitulé

<sup>1</sup> Voir A/C.2/59/3, annexe.

<sup>2</sup> Voir résolution 59/220.

<sup>3</sup> Voir A/60/687.

<sup>4</sup> Voir résolution 60/252.

<sup>5</sup> Résolution 60/1.

<sup>6</sup> Résolution 65/1.

<sup>7</sup> Résolution 68/6.

« L'avenir que nous voulons » ainsi que sa résolution 68/310 du 15 septembre 2014<sup>8</sup>,

*Prenant acte* du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international<sup>9</sup>,

*Prenant note* du Forum de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information, organisé chaque année conjointement par l'Union internationale des télécommunications, la CNUCED, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Programme des Nations Unies pour le développement, de la première réunion consacrée à l'examen décennal des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial, qui s'est tenue à Paris du 25 au 27 février 2013 et a été coordonnée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et de la réunion de haut niveau qui s'est tenue à Genève du 10 au 13 juin 2014 dans le cadre de l'examen décennal des progrès accomplis et a été coordonnée par l'Union internationale des télécommunications,

*Prenant note également* du fait que la République de Corée a accueilli la Réunion ministérielle sur les technologies de l'information et des communications en octobre 2014,

*Prenant note en outre* du programme Connect 2020 pour le développement des télécommunications/technologies de l'information et de la communication dans le monde, adopté par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications de 2014 tenue à Busan (République de Corée) du 20 octobre au 7 novembre 2014,

*Notant* la création, à l'invitation du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications et de la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de la Commission « Le large bande au service du développement numérique », prenant note des « Objectifs large bande 2015 », visant à rendre universel le large bande, à le mettre à la portée de tous et à encourager son essor afin de promouvoir la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, prenant également note du rapport intitulé « The State of Broadband 2014: Broadband for All », qui présente une évaluation de ces objectifs pays par pays et l'état du déploiement du haut débit à l'échelon mondial, ainsi que du rapport de la Commission intitulé « Doubling digital opportunities: enhancing the inclusion of women and girls in the information society », qui a mis en évidence l'existence d'un fossé numérique entre les sexes, les femmes étant quelque 200 millions de moins que les hommes à avoir accès à Internet, et notant que, si aucune autre mesure n'est prise pour accroître l'accès des femmes et des filles au haut débit, ce fossé numérique pourrait concerner 350 millions d'entre elles d'ici à 2015 et prenant note en outre du rapport intitulé « Means of Transformation, Harnessing Broadband for the post-2015 Development Agenda »,

*Notant* que la Commission de la science et de la technique au service du développement a tenu sa dix-septième session à Genève du 12 au 16 mai 2014,

---

<sup>8</sup> Résolution 66/288, annexe.

<sup>9</sup> A/69/65-E/2014/12.

*Consciente* que l'examen de la question des technologies de l'information et des communications au service du développement doit se faire dans le respect du principe de la souveraineté des États et du droit international applicable, notant l'importance que revêt le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales lors de l'utilisation des technologies de l'information et des communications, et réaffirmant que les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne, en particulier le droit à la vie privée, comme l'énonce sa résolution intitulée « Le droit à la vie privée à l'ère du numérique »<sup>10</sup>,

*Considérant* que la diversité culturelle est le patrimoine commun de l'humanité et que la société de l'information devrait être fondée sur l'identité culturelle, la diversité culturelle et linguistique, les traditions et les religions et en encourageant le respect, et favoriser le dialogue entre les cultures et les civilisations, et considérant également que, comme indiqué dans les textes pertinents approuvés par les Nations Unies, notamment la Déclaration universelle sur la diversité culturelle<sup>11</sup> de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la promotion, l'affirmation et la préservation des diverses identités culturelles et langues contribueront à enrichir encore la société de l'information,

*Saluant* les évolutions positives en matière de connexion et d'accès économique aux technologies de l'information et des communications observées dans le monde, en particulier la progression régulière de l'accès à Internet, dont bénéficie maintenant un tiers de la population mondiale, la diffusion rapide de la téléphonie et d'Internet mobiles, la plus grande disponibilité de contenus multilingues et le lancement de nombreux types de services et d'applications, qui offrent d'immenses possibilités pour le développement de la société de l'information,

*Notant* que les progrès et les nombreuses innovations dans le domaine des technologies de l'information et des communications, comme Internet mobile, les réseaux sociaux et l'informatique en nuage, contribuent à un paysage en constante évolution qui exige de toutes les parties prenantes qu'elles s'adaptent en permanence à ces innovations,

*Consciente* que les organisations internationales et régionales compétentes et d'autres parties prenantes s'emploient actuellement à déterminer et à décrire les effets des technologies de l'information et des communications sur le développement, et encourageant la communauté internationale et les parties prenantes compétentes à appuyer les initiatives des pays en développement, qui cherchent à mettre les avantages des technologies de l'information et des communications au service de l'élimination de la pauvreté, objectif premier du développement durable,

*Soulignant* toutefois, qu'en dépit des progrès récents, un fossé numérique important et croissant subsiste entre les pays en ce qui concerne la disponibilité, le coût et l'utilisation des technologies de l'information et des communications ainsi que l'accès au haut débit, et insistant sur la nécessité de combler ce fossé,

---

<sup>10</sup> Résolution 68/167.

<sup>11</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Actes de la Conférence générale, trente et unième session, Paris, 15 octobre-3 novembre 2001*, vol. 1, *Résolutions*, chap. V, résolution 25, annexe I.

notamment pour ce qui est de l'accès économique à Internet, et de faire en sorte que chacun puisse profiter des bienfaits des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et des communications,

*Réaffirmant* qu'il faut mieux exploiter le potentiel des technologies de l'information et des communications pour promouvoir la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire, en favorisant une croissance économique soutenue, partagée et équitable et un développement durable,

*Rappelant* sa résolution 68/309 du 10 septembre 2014, par laquelle elle a pris note avec satisfaction du rapport du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable<sup>12</sup> et a décidé que c'était principalement sur la base de la proposition formulée dans le rapport de ce Groupe de travail que les objectifs seraient incorporés dans le programme de développement pour l'après-2015, sachant que d'autres contributions seraient aussi examinées lors des négociations intergouvernementales qui se tiendraient à sa soixante-neuvième session,

*Constatant* que la question des technologies de l'information et des communications a été abordée dans les propositions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable,

*Se déclarant profondément préoccupée* par les répercussions que la crise financière et économique mondiale continue d'avoir, en particulier sur le développement, sachant que la reprise est inégale et fragile et que, malgré des efforts considérables qui ont permis de limiter les risques de variations très fortes, d'améliorer la situation des marchés financiers et de soutenir la reprise, l'économie mondiale demeure dans une phase difficile marquée par des facteurs de risque, notamment une forte instabilité des marchés mondiaux, des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes, un fort endettement dans certains pays et des difficultés budgétaires généralisées, qui entravent la reprise économique mondiale et montrent que de nouvelles mesures doivent être prises pour soutenir et rééquilibrer la demande mondiale, et soulignant qu'il faut continuer de chercher à remédier aux faiblesses et aux déséquilibres systémiques et à réformer et renforcer le système financier international tout en mettant en œuvre les réformes qui ont déjà fait l'objet d'un accord,

*Préoccupée* par les répercussions que la crise financière et économique mondiale continue d'avoir sur les progrès de la diffusion des technologies de l'information et des communications, sur les investissements nécessaires pour garantir l'accès universel à ces technologies et sur les efforts déployés pour combler le fossé numérique,

*Constatant avec inquiétude* l'écart grandissant en matière d'accès au haut débit entre pays développés et pays en développement, et les nouvelles dimensions que le fossé numérique a prises,

*Consciente* qu'il faut renforcer les capacités pour que les technologies de l'information et des communications puissent être utilisées de façon productive afin de combler le fossé numérique,

---

<sup>12</sup> A/68/970 et Corr.1.

*Constatant* que le nombre d'internautes va croissant et que le fossé numérique change également de nature et ne porte plus tant sur les possibilités d'accès que sur la qualité de celui-ci, sur les informations et les savoir-faire que les utilisateurs peuvent acquérir et sur les avantages qu'ils peuvent en retirer, et considérant à cet égard qu'il faut accorder la priorité à l'utilisation des technologies de l'information et des communications et adopter pour ce faire des démarches novatrices, notamment multipartites, dans le cadre des stratégies de développement nationales et régionales,

*Consciente* que les technologies de l'information et des communications sont des moteurs essentiels du développement économique et de l'investissement, qui présentent des avantages indirects pour l'emploi et le bien-être social, et que l'omniprésence croissante de ces technologies a des répercussions profondes sur la manière dont les gouvernements assurent les services publics, les entreprises traitent avec les consommateurs et les citoyens participent à la vie publique et privée,

*Consciente également* des immenses possibilités qu'offrent les technologies de l'information et des communications en ce qui concerne le transfert de technologies pour de nombreuses activités économiques et sociales,

*Réaffirmant* les dispositions des paragraphes 4, 5 et 55 de la Déclaration de principes adoptée à Genève en 2003, et considérant que la liberté d'expression et la libre circulation des informations, des idées et des connaissances sont essentielles pour la société de l'information et favorisent le développement,

*Consciente* des difficultés rencontrées par les États, surtout par les pays en développement, dans la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, notamment par des terroristes, et soulignant qu'il faut renforcer, à la demande des États, les activités d'assistance technique et les capacités en matière de prévention, de poursuite et de répression d'une telle utilisation, conformément au droit international,

*Sachant* qu'Internet est un pivot de l'infrastructure de la société de l'information et une ressource mondiale ouverte au public,

*Prenant note* de la tenue du NETMundial, la Réunion mondiale multipartite sur le futur de la gouvernance d'Internet que le Brésil a accueillie à São Paulo les 23 et 24 avril 2014,

*Consciente* qu'il faut continuer à améliorer le dispositif actuel de gouvernance d'Internet,

*Consciente également* que la gouvernance internationale d'Internet devrait être assurée de façon multilatérale, transparente et démocratique, avec la pleine participation des gouvernements, du secteur privé, de la société civile, des milieux universitaires et industriels et des organisations internationales, comme prévu dans l'Agenda de Tunis pour la société de l'information,

*Consciente en outre* de l'importance que revêtent le Forum sur la gouvernance d'Internet et la mission qui lui a été confiée d'offrir un espace de dialogue multipartite sur diverses questions, comme indiqué au paragraphe 72 de l'Agenda de Tunis, notamment de faciliter l'examen des questions de politique générale concernant les aspects fondamentaux de la gouvernance d'Internet, tout en sachant qu'il est demandé d'apporter des améliorations aux méthodes de travail du Forum, et prenant en considération les recommandations formulées par le Groupe de travail

créé à cette fin par la Commission de la science et de la technique au service du développement,

*Réaffirmant* qu'il importe de procéder au renforcement de la coopération, dans le strict respect des dispositions de l'Agenda de Tunis, et prenant note des travaux que mène actuellement le Groupe de travail sur le renforcement de la coopération de la Commission de la science et de la technique au service du développement,

*Réaffirmant également* que les textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information relatifs à la gouvernance d'Internet, qui concernent, en l'occurrence, l'action à mener pour renforcer la coopération ainsi que la convocation du Forum consacré à cette question, doivent être mis en œuvre par le Secrétaire général dans le cadre de deux processus distincts, et estimant que ceux-ci peuvent être complémentaires,

*Réaffirmant en outre* les dispositions des paragraphes 35 à 37 et 67 à 72 de l'Agenda de Tunis,

*Saluant* les efforts déployés par les pays hôtes pour organiser les réunions du Forum sur la gouvernance d'Internet, tenues à Athènes en 2006, à Rio de Janeiro (Brésil) en 2007, à Hyderabad (Inde) en 2008, à Charm el-Cheikh (Égypte) en 2009, à Vilnius en 2010, à Nairobi en 2011, à Bakou en 2012, à Bali (Indonésie) en 2013 et à Istanbul (Turquie) en 2014,

*Prenant note* des réunions fructueuses que le Forum sur la gouvernance d'Internet a tenues jusqu'ici, et se félicitant de l'offre faite par le Brésil d'accueillir la prochaine réunion en 2015,

*Consciente* que les jeunes ont un rôle particulier à jouer dans un monde profondément interconnecté, ainsi que des difficultés qu'ils rencontrent mais aussi des possibilités qui s'offrent à eux, et prenant note de la tenue du Sommet mondial sur la jeunesse « BYND 2015 », accueilli par le Gouvernement costaricain du 9 au 11 septembre 2013 et organisé par l'Union internationale des télécommunications en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies et des partenaires issus des pouvoirs publics, des entreprises, des médias et de la société civile, lequel constitue une contribution aux débats sur le programme de développement pour l'après-2015 dans le domaine des technologies de l'information et des communications au service du développement,

*Sachant* que les organismes des Nations Unies jouent un rôle crucial dans la promotion du développement, y compris pour ce qui est d'améliorer l'accès aux technologies de l'information et des communications, notamment dans le cadre de partenariats avec toutes les parties intéressées,

*Se félicitant*, compte tenu des lacunes que présente l'infrastructure des technologies de l'information et des communications, de la tenue des sommets Connecter l'Afrique, à Kigali, en 2007, et au Caire, en 2008, du sommet Connecter la Communauté d'États indépendants, à Minsk, en 2009, de la réunion des pays du Commonwealth à Colombo, en 2010, des première et deuxième Assemblées Stratégie numérique de l'Union européenne, en 2011 et 2012, du sommet Connecter les Amériques, à Panama, en 2012, du sommet Connecter les États arabes, au Qatar, en 2012, du sommet Connecter l'Asie-Pacifique et de la manifestation de Telecom World organisée par l'Union internationale des télécommunications en Thaïlande, en 2013, du sommet Transformer l'Afrique, à Kigali, du 28 au 31 octobre 2013, des

diverses réunions nationales et régionales sur la gouvernance d'Internet tenues chaque année dans le monde, des projets d'autoroute de l'information mésoaméricaine et d'autoroute de l'information transeurasienne, du Forum asiatique des dirigeants pour l'accès universel au large bande et aux technologies de l'information et des communications, qui se tiendra en Inde en octobre 2015, des manifestations de l'Alliance pour un Internet à la portée de tous et de nombre d'autres initiatives régionales visant à mobiliser des moyens humains, financiers et techniques afin d'accélérer la réalisation des objectifs de connectivité arrêtés lors du Sommet mondial sur la société de l'information,

1. *Estime* que les technologies de l'information et des communications ouvrent de nouvelles perspectives pour régler les problèmes de développement, en particulier dans le contexte de la mondialisation, et peuvent favoriser une croissance économique soutenue, partagée et équitable et un développement durable, la compétitivité, l'accès à l'information et aux connaissances, l'élimination de la pauvreté et la lutte contre l'exclusion sociale, lesquels contribueront à accélérer l'intégration de tous les pays, surtout des pays en développement et, plus particulièrement, des pays les moins avancés, dans l'économie mondiale;

2. *Constate* la croissance rapide des réseaux à large bande, notamment dans les pays développés, et note avec préoccupation que, pour ce qui est de la disponibilité et du coût de ces réseaux, ainsi que de la qualité de l'accès et de l'utilisation, le fossé numérique se creuse entre les pays à haut revenu et les autres régions, les pays les moins avancés et l'Afrique dans son ensemble accusant un retard par rapport au reste du monde;

3. *Juge préoccupant* le fossé numérique qui sépare, en ce qui concerne l'accès aux technologies de l'information et des communications et aux connexions haut débit, les pays se situant à des stades différents de développement, ce qui a des incidences sur de nombreuses applications utiles d'un point de vue économique et social dans des domaines comme la gouvernance, le commerce, la santé et l'éducation, et juge également préoccupants les problèmes particuliers rencontrés dans le domaine de la connexion haut débit par les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral;

4. *Estime* qu'il importe de s'attacher à réduire l'écart entre les sexes en matière de technologies de l'information et des communications, en rendant ces technologies abordables et accessibles, notamment en ce qui concerne l'accès au haut débit, outil d'autonomisation permettant aux femmes et aux filles d'exercer toute la gamme des droits de l'homme, l'accès à l'information et aux marchés, la constitution de réseaux et l'amélioration des chances;

5. *Constate avec préoccupation* l'inégalité des sexes en ce qui concerne l'accès à Internet et, à cet égard, affirme la nécessité de renforcer le pouvoir d'action des femmes et des filles, en particulier dans les pays en développement, en utilisant les technologies de l'information et des communications dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, de l'agriculture, de l'eau potable, de l'énergie et des services publics, de permettre aux entrepreneuses d'avoir accès aux services, de faire fructifier leurs entreprises, de mettre au point des solutions novatrices, de renforcer la capacité des femmes d'accéder à des emplois à forte valeur ajoutée, et d'accroître leur participation à la vie économique, civile et politique;

6. *Souligne* que, pour la majorité des pauvres, la promesse de développement que recèlent la science et la technique, notamment les technologies de l'information et des communications, ne s'est pas encore concrétisée, et que les technologies, y compris celles de l'information et des communications, doivent être exploitées efficacement pour combler le fossé numérique;

7. *Souligne également* que les gouvernements jouent un rôle important en mettant concrètement les technologies de l'information et des communications au service des efforts nationaux de développement lorsqu'ils élaborent leurs grandes orientations nationales et fournissent des services publics répondant aux besoins et priorités de leur pays, y compris dans le cadre d'une démarche reflétant la diversité des parties concernées;

8. *Insiste* sur l'importante contribution qu'apportent le secteur privé, la société civile et les communautés techniques aux technologies de l'information et des communications;

9. *Constate* que les fonds dégagés par le secteur privé pour financer l'infrastructure des technologies de l'information et des communications, qui viennent compléter les fonds publics, jouent désormais un rôle important dans de nombreux pays, que les flux Nord-Sud s'ajoutent aux financements internes et que la coopération Sud-Sud y contribue, et constate également que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire peuvent servir à promouvoir le développement des technologies de l'information et des communications;

10. *Constate également* que les technologies de l'information et des communications présentent des possibilités et des difficultés nouvelles, et qu'il faut s'attaquer d'urgence aux obstacles de taille qui entravent l'accès des pays en développement aux nouvelles technologies, tels que l'insuffisance des ressources, des infrastructures, des services d'enseignement, des capacités, des investissements et des dispositifs de connectivité, et les questions de propriété, de normalisation et de transferts, et engage à cet égard toutes les parties intéressées à fournir des ressources suffisantes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, à renforcer leurs capacités et à leur transférer des technologies, selon des modalités arrêtées d'un commun accord;

11. *Constate en outre* que les technologies de l'information et des communications offrent d'immenses possibilités en ce qui concerne la promotion du transfert de technologies associées à un large éventail d'activités socioéconomiques;

12. *Engage* les parties intéressées à poursuivre et renforcer leur coopération pour garantir une mise en œuvre efficace des textes issus des phases de Genève<sup>1</sup> et de Tunis<sup>3</sup> du Sommet mondial sur la société de l'information, par exemple en favorisant les partenariats multipartites aux niveaux national, régional et international, y compris les partenariats public-privé, et en encourageant la mise en place de plateformes thématiques multipartites sur les plans national et régional, dans le cadre d'une action concertée et d'un dialogue avec les pays en développement, notamment les pays les moins avancés, les partenaires de développement et les intervenants du secteur des technologies de l'information et des communications;

13. *Salue* ce que la Tunisie, qui a accueilli la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information, fait, en concertation avec la CNUCED, l'Union internationale des télécommunications et d'autres organisations

internationales et régionales concernées, pour organiser chaque année le Forum ICT 4 All et l'exposition technologique qui visent, dans le prolongement du Sommet mondial, à promouvoir des conditions favorisant le dynamisme du secteur des technologies de l'information et des communications dans le monde;

14. *Prend note* des progrès accomplis par les entités des Nations Unies, en coopération avec les gouvernements, les commissions régionales et les autres parties intéressées, notamment les organisations non gouvernementales et le secteur privé, dans la mise en œuvre des orientations définies dans les textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, et préconise de suivre ces orientations pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement;

15. *Prend note également* de l'application au niveau régional des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, facilitée par les commissions régionales, comme l'a constaté le Secrétaire général dans son rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international<sup>9</sup>;

16. *Engage* les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies à contribuer, dans le cadre de leur mandat et de leur plan stratégique, à la mise en œuvre des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, et souligne qu'il importe d'allouer à cet effet des ressources suffisantes;

17. *Se félicite* de l'offre faite par le Mexique d'accueillir la réunion de 2016 du Forum sur la gouvernance d'Internet et recommande que la prorogation du mandat du Forum soit examinée dans le cadre de l'examen d'ensemble de 2015;

18. *Considère* qu'il faut d'urgence tirer parti des possibilités qu'offrent les connaissances et la technologie, et engage les organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement à continuer de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et des communications comme vecteur clef du développement et catalyseur de la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux du Millénaire;

19. *Apprécie* le rôle que joue le Groupe des Nations Unies sur la société de l'information, mécanisme interinstitutions relevant du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination qui a pour tâche de coordonner la mise en œuvre par les organismes des Nations Unies des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information;

20. *Prend note* du rapport du Groupe de travail sur les améliorations à apporter au Forum sur la gouvernance d'Internet<sup>13</sup>, et prie le Secrétaire général de continuer à présenter dans son rapport annuel, lorsqu'il rendra compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information, des renseignements sur l'état d'avancement de l'application des recommandations figurant dans le rapport du Groupe de travail, en particulier sur le renforcement de la participation des pays en développement;

21. *Insiste* sur la nécessité de renforcer la participation de tous les pays en développement, en particulier celle des pays les moins avancés, à toutes les réunions du Forum sur la gouvernance d'Internet et, à cet égard, invite les États Membres, ainsi que les autres intervenants, à aider les gouvernements et toutes les autres

---

<sup>13</sup> A/67/65-E/2012/48 et Corr.1.

parties intéressées des pays en développement à participer au Forum proprement dit ainsi qu'aux réunions préparatoires;

22. *Estime* qu'il faut tirer parti des possibilités offertes par les technologies de l'information et des communications en tant qu'éléments essentiels du développement durable et combler le fossé numérique, et souligne que, lors de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, il faut accorder l'attention voulue au renforcement des capacités afin que les technologies de l'information et des communications puissent être utilisées de façon productive;

23. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dixième session, par l'intermédiaire de la Commission de la science et de la technique au service du développement et du Conseil économique et social, un rapport sur l'application et le suivi de la présente résolution, lorsqu'il rendra compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international;

24. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-dixième session la question intitulée « Les technologies de l'information et des communications au service du développement ».

14. La Deuxième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

**Note du Secrétaire général sur les programmes  
de communication pour le développement dans le système  
des Nations Unies**

L'Assemblée générale décide de prendre note de la note du Secrétaire général sur les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies (A/69/217).